L'« intelligence » artificielle sauvera-t-elle le vivant ?

Category: Services publics & biens communs

écrit par jmfouquer | 30 avril 2021

L'idée de commencer un dossier sur l'intelligence artificielle (IA), qui pourra éventuellement aboutir à un débat de la Commission Écologie, est partie du témoignage fort intéressant de Romain Boucher, un ingénieur data scientist, qui a démissionné lorsque ses yeux se sont dessillés sur la finalité de son travail : sa carrière prometteuse, socialement valorisée, contredisait ses principes. À cela, s'est ajouté un article sur l'agriculture high-tech utilisant des drones.

Les quelques remarques qui suivent tentent de dégager des lignes de réflexion sur l'IA dont on parle de plus en plus et que ses promoteurs présentent comme la solution pour régler les problèmes dont souffre la France (et d'autres pays), plongée dans une multitude de crises – écologique, sanitaire, économique, démocratique, sociale...

Quelle intelligence ?

Le titre de cette introduction souligne le paradoxe qui consiste à vouloir réparer le vivant, grâce à toujours plus d'engins puissants et perfectionnés, alors que la Terre a été abîmée par le système technique du capitalocène, que la nature a été exploitée sans scrupule pour le profit d'industriels et de financiers. Depuis quelques décennies, arrivent des machines dites « intelligentes ». Au fait, qu'est-ce que l'intelligence humaine ? Vaste question pour philosophes, psychologues et spécialistes de sciences cognitives. Quant à l'« intelligence » artificielle d'une machine, elle est très problématique, si l'on veut bien y réfléchir. Elle trouve sans doute son origine anthropomorphique dans les « cerveaux artificiels » que furent les premiers ordinateurs. Cette «

intelligence » est-elle dotée d'une conscience capable de prendre des décisions morales et d'éprouver de la compassion pour les plus faibles ? A-t-elle une sensibilité esthétique ? Nenni, c'est simplement un instrument « animé » par une super capacité de calcul. En fait, c'est un ersatz d'intelligence humaine, dirigé par des algorithmes, c'est-à-dire des instructions formelles données par les informaticiens qui les ont conçus. Cette « intelligence » est censée gérer du big data et résoudre les diverses questions qui lui sont posées, principalement par des institutions et de grandes entreprises. Dans un monde néolibéral individualiste, elle n'a pas vocation à favoriser l'intelligence collective.

Quel projet de société ?

Cette puissance surhumaine de calcul, au nom séduisant, peut faire rêver certains à une « intelligence augmentée », à condition d'accepter le projet de société qui va avec : celui d'une société numérique, « sans contact », bourrée de gadgets connectés plus ou moins futiles et de machines aptes à surveiller la population, à la contrôler, voire à la réprimer impitoyablement. L'« intelligence » artificielle s'accorde avec le néolibéralisme qui l'a produite, un système politico-économique susceptible de devenir bien peu démocratique, autoritaire, voire illibéral, lorsqu'il se sent aux abois. Sa rationalité gestionnaire utilise le pouvoir de la propagande publicitaire pour faire croire au mythe salvateur de l'IA : il a pris la suite du « progrès » technique, mot que l'on n'ose plus employer et que l'on a remplacé par « l'innovation » qui, elle, n'est pas émancipatrice – elle introduit du nouveau, mais pourquoi faire ? Le projet de l'IA est officiellement conçu pour que le calcul rationnel résolve des difficultés et améliore la situation. Romain Boucher montre qu'en fait, le but ultime de sa mission aboutissait à réduire le nombre d'emplois, non pas à renforcer les services publics, ni à œuvrer dans l'intérêt général. Il n'y avait pas d'interrogation sur l'utilité sociale, pas de débat démocratique, mais la poursuite de la compétitivité. Bien sûr,

on peut donner à l'IA d'autres objectifs, la mettre au service du bien commun, de la médecine, par exemple, avec l'imagerie médicale et l'aide au diagnostic.

La recherche du profit

Derrière la promotion active de l'IA, se cachent des intérêts financiers : maintenir le statu quo d'une économie productiviste et extractiviste, et derrière la façade de la préservation des emplois, protéger les dividendes des actionnaires aussi longtemps que possible. On fait comme si la Terre pouvait encore le supporter, alors que le Jour du Dépassement en France a eu lieu dès le 17 mars 2021. Il faut améliorer coûte que coûte le rendement de terres épuisées, avec d'énormes machines agricoles, des tonnes d'intrants chimiques, et s'efforcer tardivement d'être économe avec l'aide de drones « intelligents » qui survoleront d'immenses champs de blé, sans arbres, sans haies, sans oiseaux. C'est bon pour l'industrie, le commerce et les banques.

Le dos tourné à une société écologique

Oui, sans doute, si l'on ne veut pas réfléchir ; si l'on souffre du syndrome de l'autruche, ou pire encore, si l'on est ouvertement cynique ; si l'on vit dans le déni de la crise écologique multiforme qui est déjà bien là, alors, on ne prête pas attention aux communiqués de diverses instances scientifiques qui alertent depuis des décennies (GIEC, IPBES...).

Les machines dites « intelligentes » gaspillent des terres rares pour leur fabrication ; elles sont énergivores et polluantes. En dépit de l'urgence du dérèglement climatique, elles ne font pas baisser les GES et ne contribuent nullement à ralentir la surchauffe de la Terre ; elles sont bien incapables de réparer les ravages écologiques, de stopper les événements climatiques violents qui se multiplient. Cette « intelligence » n'a pas été prévue pour instaurer une société écologique, respectueuse du vivant : son logiciel appartient à la modernité technique qui valorise l'artificialité fabriquée

par les humains. Elle n'est pas à l'écoute de la Terre, de ses rythmes naturels ; elle « pense » pouvoir continuer à la forcer, à l'exploiter malgré les signes d'épuisement ou de violence climatique.

Adaptation vs résistance

« Elle pense... », en fait non, elle ne pense rien : elle est soumise comme une marionnette aux politiques qui obéissent aux lobbies des grandes entreprises, agissant pour le compte des actionnaires : ceux, par exemple, qui réduisent à pas grand chose la loi « Climat et résilience ». Significativement, cette loi invite à être « résilient », à s'adapter pour vivre sur une Terre de plus en plus invivable, puisqu'il n'y a, paraît-il, pas d'alternative économique à la recherche infinie de la croissance et du profit pour quelques-uns.

L'IA n'a pas été programmée pour intégrer le vivant : l'interdépendance entre les êtres vivants, la dépendance de l'humanité à une Terre vivable – de l'air respirable, à température modérée, de l'eau buvable, des domaines maraîchers bios à proximité de villes moyennes, des paysages préservés, des forêts accueillantes à toute une vie animale, des océans non pollués, un monde sans Tchernobyl, ni Fukushima... Rêvons, résistons humainement !

Michel Granger